

Discours de M Nicolas Sarkozy

Longjumeau, le 24 avril 2012

Mes chers amis ! D'abord, je voudrais adresser un salut tout particulier à tous nos amis qui sont dans la salle à côté, qui est bondée, qui n'ont pas pu entrer dans cette salle, je ne souhaite avoir que des problèmes comme cela ! Franchement, un jour de semaine, à cette heure de la journée, que vous soyez si nombreux dans cette salle ou dans l'autre salle ou même dehors, je voudrais vous dire ma reconnaissance et toute mon émotion de vous voir si mobilisés, tellement présents, de vous voir vous engager à mes côtés dans cette campagne. Alors, donc, vous êtes inoxydables ! Vous êtes ininfluçables ! Vous êtes indécourageables ! Vous êtes le peuple de France ! Parce que le peuple de France, il est comme ça !

C'est formidable ce qu'ont dit les Français au premier tour ! D'abord, tous les observateurs – je pense la même chose – et tous les spécialistes – on se demande bien spécialiste de quoi ! – avaient dit, avec la simplicité, l'humilité et cette forme de discrétion qui nous touchent tellement, que cette campagne ne vous intéressait pas, que vous n'irez pas voter. Or, au premier tour, ce fut un taux de participation quasiment historique, 80 % des Français se sont déplacés parce qu'ils ont compris que c'était un choix historique !

Pendant toute la campagne, on nous a rebattu les oreilles, ça ne les intéresse pas, ils n'ont pas envie, ils ne veulent pas, ils ne participeront pas ! Remarquez, les mêmes observateurs et les mêmes spécialistes, vous allez les retrouver ! Il ne faut pas leur en vouloir, ils ont déjà oublié ce qu'ils disaient ! Parce qu'en fait, ils n'attachent aucune importance à ce qu'ils disent et ils ont raison parce que nous, non plus !

Voilà la campagne, toute la campagne ! Celle que je mène, ce n'est pas pour parler à eux, c'est pour parler à vous. Celle que je veux engager, ce n'est pas pour les convaincre, eux, c'est pour vous convaincre, vous. Les problèmes que je veux résoudre, ce n'est pas les leurs, ce n'est que des problèmes d'ego, c'est les vôtres, ce n'est que des problèmes de la vie quotidienne, voilà la différence entre eux et nous !

Alors, cette campagne du deuxième tour, je veux l'engager en tenant compte de ce qu'ont dit les Français au premier tour. Alors, là, c'est absolument extraordinaire le spectacle auquel on assiste ! Avant le premier tour, c'était sûr, il y aurait une poussée phénoménale de la gauche. C'était dit, c'était écrit. Les Français n'avaient pas été consultés, mais eux l'avaient décidé. Avant le premier tour, ce n'était même pas la peine qu'on soit candidat. Moi, je n'étais pas qualifié pour le second, ils l'avaient décidé. Merci. Il n'y en avait que pour monsieur MELENCHON, qui était la coqueluche absolue ! On parlait de monsieur MELENCHON, matin, midi et soir ! Et on allait voir ce qu'on allait voir ! Et plus monsieur MELENCHON disait des bêtises,

plus on en parlait et on disait : « Mon Dieu, quel talent ! Mon Dieu, quelle vision ! Mon Dieu, quel intérêt ! » C'était avant le premier tour.

Madame LE PEN, c'était décidé, ils l'avaient dit, elle ne faisait pas une bonne campagne, elle n'existait pas. Maintenant, on ne parle plus que d'elle ! Les mêmes qui nous expliquaient, samedi, qu'elle faisait une très mauvaise campagne, que ça ne marchait pas, que c'était MELENCHON, nous expliquent aujourd'hui qu'il faudrait qu'on ne parle que d'elle. Voilà la logique des observateurs, des sondeurs et des spécialistes. Ça me fait penser aux girouettes qu'il y avait au sommet de nos églises et de nos cathédrales, ça change avec le vent, sauf que, eux, ils changent encore plus vite que le vent ! Les mêmes qui expliquaient qu'ils sentaient une poussée de l'extrême gauche extraordinaire, il fallait qu'on se prépare à un séisme considérable ! Les mêmes – ça, c'était samedi – lundi, poussée de l'extrême droite extraordinaire ! Nous vous l'avions bien dit, disent-ils. Oui, depuis lundi matin.

Quant à moi, ils me faisaient bien une petite place, pas grande, neuf contre un, ça, c'est l'égalité, ça, c'est l'équité, ça, c'est la République, ça, c'est l'impartialité, neuf contre un ! Dix pour cent du temps de parole, ça, c'est normal ! Et encore, j'étais heureux qu'on me le garde, puisque, de toute manière, je n'étais pas au deuxième tour ! Il y a un petit détail, c'est que c'est les Français qui choisissent.

Alors, qu'est-ce qui va changer entre le premier et le deuxième tour ? D'abord, je voudrais dire une chose de façon solennelle. Les Français ont le droit à la vérité, la vérité des projets, la vérité des personnalités, la vérité des engagements. A quinze jours, c'est un choix absolument historique. La France n'a pas le droit à l'erreur. Qui que vous soyez, où que vous soyez, quels qu'aient été vos votes dans le passé, vous devez avoir les éléments pour vous faire une idée. Donc, la campagne du deuxième tour, qui laisse deux candidats face-à-face, doit être un moment d'explication et de vérité.

Fait historique, les quatre grandes radios du service public comme du service privé ont proposé d'organiser un débat entre monsieur HOLLANDE et moi pour éclairer le choix des Français qui doit être respecté. J'ai décidé d'accepter ce débat et la proposition des radios. Je ne fixe aucune condition. Aucune condition. Leur heure sera la mienne. Le temps de débat sera le mien et les sujets seront les miens. Je veux que les Français aient les éléments du choix ! Donc, je dis à RTL, à EUROPE N°1, à FRANCE INTER et à RMC : J'accepte bien volontiers d'aller débattre avec mon contradicteur du deuxième tour.

J'observe que c'est difficile de débattre tout seul ! Alors, s'il est trop occupé, je propose qu'on change de date ! S'il préfère le matin à l'après-midi, pas de problème ! S'il veut le soir, pas de problème ! Si le jeudi, c'est mieux que le mercredi, pas de problème ! S'il veut que ça dure une heure au lieu d'une heure et demie parce qu'une heure et demie, c'est un peu fatigant, pas de problème ! Mais le débat, il ne pourra pas le fuir. Parce que le débat, les Français l'exigeront, ils doivent connaître la vérité de mon projet et du sien ! C'est cela respecter le peuple de France !

Alors, on me dit, il dit : Ce n'est pas la règle ! Je suis tout à fait d'accord pour accepter cet argument, mais voudrait-il me faire l'amitié de me présenter la règle ? Dans quel texte ? A quel endroit du code ? Dans quelle loi est-il écrit qu'il faut un

débat ? Où est-ce écrit ? Qui l'a posé en principe ? J'ajoute que ça ne doit pas être si stupide deux ou trois débats ! Puisque c'est la règle que se sont fixés les socialistes entre eux ! S'il faut trois débats pour éclairer les socialistes, on doit pouvoir considérer qu'il en faut bien au moins deux pour éclairer les Français !

Je n'ai rien à cacher, je n'aime pas le mensonge, la dissimulation. Nous devons dire clairement ce que nous ferons, l'un et l'autre, sur des sujets qui intéressent les Français, sur des sujets essentiels pour l'avenir de la France. Il va falloir s'engager, il va falloir, monsieur HOLLANDE, prendre des risques. Il va falloir se réconcilier avec la vérité. Il va falloir accepter cette idée qu'un débat, c'est moins facile qu'une interview dans les conditions qui vous ont été réservées jusqu'à présent, où on ne vous pose aucune question, où on ne vous demande aucun compte, et où vous pouvez jouer avec l'interlocuteur !

Alors, il y a des grands sujets, les Français se sont exprimés et je veux en dire un mot devant toi, cher François, François ZOCCHETTO, dont je te remercie du soutien que tu m'as apporté avec les sénateurs. Je t'en remercie. Je voudrais ici, chez toi, chère Nathalie, en te remerciant encore de la campagne formidable que tu mènes à mes côtés, moi, je suis fier de ma porte-parole. Alors, on va s'expliquer et on va s'expliquer notamment sur les votes qui se sont exprimés, qui se sont portés à la fois sur François BAYROU d'un côté et sur Marine LE PEN de l'autre. Je veux vous dire un mot pour dire du fond de mon cœur ce que je pense.

D'abord, c'est qu'à partir du moment où Marine LE PEN est autorisée à se présenter – et c'est normal – le vote pour elle n'est pas un vote contre la République, puisqu'il s'exprime à l'intérieur de la République. Si la République avait voulu empêcher la candidate du Front national, il fallait qu'elle dise pourquoi. La République a reconnu sa candidature comme légitime dans le cadre des institutions de la République. Je dénie donc le droit de faire la leçon de morale à ceux qui ont porté leurs suffrages sur une candidate qui avait le droit de se présenter. Je ne porte pas de jugement. Je ne porte pas de jugement. J'aurais préféré que ces voix se portent sur ma candidature, naturellement, Gérard, naturellement, Valérie, je l'aurais préféré ! Mais je veux dire une chose – non, mais attendez, c'est important ! – que cette pensée unique est insupportable qui ferait reprocher à des Français de porter librement leur choix sur le candidat en qui ils portaient leurs espérances.

J'ajoute que cette gauche qui donne des leçons parce qu'elle n'habite pas dans les quartiers où l'on souffre et parce qu'elle ne met pas ses enfants dans les écoles où personne ne veut mettre ses enfants n'a aucune leçon de morale à donner ! Aucune ! Je vois qu'au soir du premier tour, monsieur HOLLANDE disait : « Ces électeurs se sont trompés ! » Ah bon ! Parce qu'il y aurait donc une vérité ! « Ces électeurs ont succombé au vent mauvais. » Mais lui, quand il fait alliance, au vu et au su de tout le monde, avec l'extrême gauche, il succombe à quel vent ? Parce que les vents sont plus mauvais à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche, qui le dit ? Qui le prétend ? Parce que, évidemment, aller mendier les voix de l'extrême gauche, aller mendier les voix de ceux qui contestent le fonctionnement aussi démocratique d'un certain nombre de nos institutions, c'est noble ! Et celui ou celle qui souffre dans son quartier ou qui a peur dans le métro ou qui veut que ça change parce qu'il se dit que ça ne peut plus durer, là, je n'aurais pas le droit de lui parler ! Je n'aurais pas le droit de m'adresser à la souffrance de ces millions de Français, au prétexte que la pensée

unique et que la gauche bien pensante, ça la gêne ? Raison de plus, si ça la gêne, je vais le faire ! Parce que moi, je ne suis pas impressionné par cette gauche-là !

Je veux d'ailleurs vous dire une chose et je le dis devant Michel MERCIER, mon ami, comme devant François ZOCCHETTO, à peine, avant même d'être candidat, un certain nombre d'observateurs tellement bien orientés vers moi – on se demande ce qu'ils feront le jour où je ne serai plus là, franchement, je m'inquiète beaucoup ! – avant même d'être candidat, me reprochaient d'être à l'extrême droite, c'est extraordinaire ! Remarquez, le lendemain, je proposais la taxation des exilés fiscaux, ils me mettaient à l'extrême gauche ! Comme la terre est ronde, il est vrai qu'à force d'être à l'extrême droite, je vais finir par me retrouver absolument à l'extrême gauche de l'échiquier politique !

Mais je veux vous rendre attentifs à ça : Cette classification n'a aucun sens. Parce que moi, je ne parle pas à la droite, je ne parle pas au centre, je ne parle pas au peuple de gauche, comme dit monsieur HOLLANDE, je parle au peuple de France. Je parle à tout le monde. Sans distinction. Parce que je veux convaincre chacun et que je conteste l'idée que moi, l'Européen, François, je n'aurais pas le droit de dire que ça ne peut plus durer, que nous ne voulons plus d'une Europe passoire, justement parce que je suis Européen, pas parce que je refuse l'Europe ! Au nom de mon idéal européen, au nom de mon idéal européen, je dis nous avons construit l'Europe pour préserver la civilisation européenne, pour préserver notre mode de vie, pour être plus forts ensemble, pas pour bouleverser la civilisation européenne et notre mode de vie !

Je dis, moi, le républicain profondément laïc, profondément laïc, je dis aux démocrates chrétiens que la France a des racines chrétiennes, que cela plaise ou non ! Parce que la France a un long manteau de cathédrales et d'églises, chère Christine, et que contester les racines chrétiennes de la France, c'est ne rien comprendre à l'histoire de France ! En disant cela, mes chers amis, je ne me sens pas, Michel, démocrate chrétien, je ne fais pas la promotion de telle ou telle église ! Je me sens républicain, patriote et laïc, je regarde l'histoire de notre pays et l'histoire de notre pays s'est construit son unité autour des rois et de l'église, c'est une réalité qui est incontournable ! Ça ne fait pas de moi un royaliste !

Je dis, parce que c'est la vérité, que lorsqu'il fut refusé d'inscrire dans la Constitution européenne les racines chrétiennes de la France et de l'Europe, un certain nombre de Français et d'Européens ont considéré que l'Europe était faite pour contester l'identité de la nation française et ils l'ont refusée ! Ce fut un mauvais coup porté à l'idéal européen qui est le nôtre, voilà la réalité ! Ce ne sont pas des idées de droite, encore moins des idées d'extrême droite, ce sont des idées de bon sens. Ce qui manque le plus, c'est le bon sens. Ce qui manque le plus, c'est la raison qui ne doit pas être embarquée par une passion. Ce qui manque le plus, c'est le recul pour éviter le sectarisme, le systématisme et l'idéologie. Voilà le message que je veux porter pour le deuxième tour.

Alors, revenons à ces Français, qu'est-ce qu'ils nous ont dit ? Ils nous ont dit ça ne peut plus durer, ça ne peut plus durer, nous voulons que ça change. Notre façon de dire nous voulons que ça change, c'est de voter pour une candidate, dont nous savons qu'elle n'a aucune chance de diriger la France, mais c'est une façon de vous

réveiller. Ce message ne s'adresse pas qu'à moi, il s'adresse à tous les candidats, à tous les dirigeants. Ce message s'adresse même bien au-delà des frontières de la France. Il est le message d'un peuple qui souffre, qui dit nous comprenons parfaitement qu'il faut des adaptations dans le monde nouveau qui est en train de naître, mais qui ne veut pas changer son mode de vie, qui veut garder ce à quoi il est attaché, qui veut transmettre à ses enfants les valeurs que vos parents vous ont transmises, qui, dans le tourbillon des mouvements du monde, veulent bien qu'on leur parle compétitivité, effort, mérite, travail, mais qu'on n'oublie pas les valeurs qui sont les nôtres.

Ces Français ont dit quoi ? Nous ne supportons pas l'injustice qui veut que celui qui ne travaille pas peut gagner dans certaines conditions davantage que celui qui travaille. C'est une injustice que nous n'acceptons pas. Ces Français nous disent, bien sûr que la France est ouverte et jamais je ne plaiderais pour la fermeture de la France, mais regardez la situation telle qu'elle est, ça ne peut plus durer ! A force d'accepter trop de monde sur notre territoire, notre système d'intégration ne fonctionne plus. Parce que comment intégrer celui à qui on n'a pas un travail à donner, pas un emploi à fournir, pas un logement à proposer, celui qui n'a pas pris la peine d'apprendre le français, qui ne connaît pas les valeurs de la République ? Si la machine à intégrer française s'est embolisée, est tombée en panne, c'est parce que, alors même qu'on n'a pas intégré les étrangers qui nous ont rejoints de la façon la plus récente, qu'on en accueille d'autres, sans même se préoccuper de la façon dont on va intégrer les uns et les autres !

Jamais, je ne plaiderais pour la fermeture de la France. Jamais, je ne vous dirais de vous mobiliser contre celui qui est différent. Moi, je suis pour la France forte, pas pour la France faible. Mais en même temps, qui a le plus à souffrir d'une immigration incontrôlée, si ce n'est ceux qui sont sur notre territoire, qui respectent nos lois, qui veulent être intégrés, qui veulent un travail, qui veulent un salaire, qui veulent un logement, qui veulent une bonne école pour leurs enfants ? C'est eux, ce n'est pas moi ! Regardez, regardez bien, les faux généreux, les Tartuffe, qui habitent boulevard Saint-Germain, qui aimeraient tellement qu'il y ait beaucoup plus d'étrangers dans les écoles des quartiers, dans les HLM des quartiers pour en faire des ghettos, ce n'est pas eux qui sont gênés ! C'est ceux qui y habitent, qui n'ont pas la chance de pouvoir mettre leurs enfants à égalité avec les autres. Dire cela, ce n'est pas orienter le débat vers la droite ou vers le centre, c'est dire une chose de bon sens.

Les électeurs qui ont voté pour monsieur BAYROU nous ont dit : Les déficits, ça ne peut plus durer. Il faut prendre des engagements et des engagements clairs. On dépense trop. Mais ces électeurs-là savent bien que qu'est-ce qui menace notre modèle social ? C'est le déficit. Est-ce que je peux, chef de l'Etat, demander aux Français, faites des efforts, moins dépenser, et en même temps accepter une immigration qui ne serait motivée que par l'attraction de prestations sociales parmi les plus généreuses d'Europe ? Ce sujet-là, cher François, cher Michel, il est au cœur, au cœur des inquiétudes qu'ont exprimées un certain nombre d'électeurs centristes sur nos déficits.

Je l'ai dit parce que je le pense du plus profond de mon cœur, je ne reviendrai pas sur l'AME, sur la CMU, parce que je pense que dans un pays comme la France,

quand quelqu'un est malade, avant de le soigner, on ne doit pas lui demander l'état de sa carte bleue. Quelle que soit la couleur de sa peau, quelle que soit sa nationalité, on le soigne. Qu'il soit en situation légale ou illégale, on le soigne. Parce que c'est un être humain et en tant qu'être humain, il doit être respecté. Mais dans le même temps, je dis à nos compatriotes que la carte Vitale doit être biométrique parce qu'un pays généreux, on ne peut pas accepter la fraude à la carte Vitale ! Voilà la vérité ! Est-ce que c'est, cher Gérard, chère Valérie, un discours contraire aux valeurs républicaines ? Cher Georges ? C'est un discours parfaitement compatible avec les valeurs de la République. Simplement, il faut avoir le courage de le dire.

J'ai dit donc que pour les cinq années qui viennent, je prenais un engagement très précis, je mets tout sur la table. Je demanderais à monsieur HOLLANDE son engagement : Quelle politique migratoire auriez-vous pour les cinq années qui viennent ? Je vais vous dire la mienne : On divise par deux le flux d'entrées. Quand on me demandera : Comment ferez-vous ? La chose est parfaitement simple, je souhaite que dans tous nos consulats, soit organisé un examen de la connaissance des valeurs de la République et du français, avant que toute personne dont l'âge a dépassé les seize ans rentre sur le territoire de la République ! Pourquoi ? Parce que quelle est la chance d'intégrer une famille dont la femme serait claquemurée chez elle, qui ne parlerait pas un mot de français, qui ne serait pas capable de lire le petit mot que l'instituteur ou le professeur envoie à propos de son fils ou de sa fille à l'école ? Quelle chance pour cette femme et quelle image pour ce gosse qui nous rejoint, cet enfant, quelle image de ses parents, de sa mère, de l'autorité parentale, de la capacité à accueillir de la France, que de voir sa mère incapable de dialoguer avec son professeur ou son instituteur ? Ceux qui laissent faire cela ne respectent pas les valeurs de la République. Ceux qui, comme nous, disent nous continuerons à accueillir, mais nous accueillerons dans de bonnes conditions, ceux-là respectent les valeurs de la République.

Je vais aller plus loin. Il y a un certain nombre de prestations, RSA, minimum vieillesse, je le dis comme je le pense, avant d'en bénéficier, il faudra dix ans de présence sur le territoire national et cinq années de cotisation. Dire cela, c'est respecter le pacte républicain, pas de droits sans devoirs. Des devoirs et des droits. Je veux que nous nous expliquions là-dessus. Je crois profondément dans la République et je pense que le communautarisme est un grave problème. Mais je veux que chacun prenne ses responsabilités. Si je suis élu président de la République, moi, je considère que le droit de vote doit être réservé aux seuls citoyens français. Que si on veut voter, on demande à devenir Français. Si on veut rester étranger, on n'a pas le droit de vote ! Dire cela, c'est dire une chose de bon sens. J'ajoute que si on commence à donner le droit de vote, y compris aux municipales, alors, on aura la tentation du repli communautaire. Puisque chaque communauté présentera alors aux maires et aux élus une demande communautaire. La vérité, c'est que les socialistes n'ont plus le vote populaire et qu'ils veulent le vote communautaire. Je refuse le vote communautaire ! Chère Marie-Anne ! Cher Frédéric !

J'ai pris mes responsabilités parce que, en France, voyez-vous, nous considérons qu'il y a des principes universels. Principes universels, j'entends des principes qui s'appliquent, quelle que soit la culture, quelle que soit la civilisation, quel que soit l'endroit du monde. Je n'accepte pas qu'on me dise sur certaines pratiques qu'elles

sont culturelles, qu'elles sont traditionnelles, non, non, non ! Il y a des principes universels qui s'appliquent à tout être humain. Au premier rang de ces principes universels, il y a l'égalité entre l'homme et la femme, c'est un principe sur lequel on ne peut pas transiger. On ne peut pas transiger. Qu'on ne vienne pas me raconter qu'il existe des cultures ancestrales où la femme est considérée comme soumise à l'homme... ! Je ne suis pas porteur de cette culture ancestrale ! Je dis simplement que c'est un principe universel, absolument universel. C'est au nom de ce principe que j'ai voulu interdire sur le territoire de la République l'enfermement des femmes derrière une prison de tissu. Je ne l'accepte pas. Je ne l'accepte pas.

Extraordinaire ! Savez-vous que le jour où nous avons présenté ce texte d'interdiction – parce que c'est un texte de libération de la femme, dont je respecte les convictions, par ailleurs – ce jour-là, monsieur HOLLANDE n'a pas participé au vote. C'est-à-dire que c'est pire encore que d'avoir voté non. Après tout, on peut voter non, on peut avoir une opinion contraire. Mais il n'a pas participé au vote. Sans doute considérait-il que la question de l'égalité entre les hommes et les femmes ou de la présence de la burqa en France n'était pas un sujet si important qu'il devait interrompre sa journée ! J'aimerais qu'il nous explique pourquoi il a cette position.

Je voudrais dire autre chose pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté entre nous. Quand je vois que, à Lille, on organise des horaires dans les piscines pour les femmes, séparées des hommes, je me dis, mais est-ce qu'on réfléchit à ce qu'est la République ? Les hommes et les femmes aux mêmes heures, dans les mêmes lieux publics. Je n'accepte pas que dans certains hôpitaux, tel ou tel puisse choisir son médecin. Dans les hôpitaux de la République, on accepte le médecin qui est de garde, au service de tous les républicains, les nationaux et les étrangers. Madame le Maire, pour que les choses soient claires, dans les cantines de nos écoles, nous voulons les mêmes menus pour tous les enfants de la République ! Nous ne voulons pas du communautarisme, nous voulons la République ! J'ajoute que toutes ces horreurs, l'excision, nous n'en voulons pas sur le territoire de la République ! Ce ne sont pas des pratiques culturelles. Ce sont des pratiques qui martyrisent la femme, les femmes, et elles sont inacceptables sur le territoire de la République française.

Donc, voyez-vous, mes chers amis, je veux parler au peuple de France, à tous les Français, prendre des engagements devant eux, les assurer que nous avons entendu le message qu'ils nous ont adressé. Ils souffrent et il faudrait qu'on leur reproche de souffrir ! Ils ont émis un vote et il faudrait qu'on leur reproche ce vote ! C'est à nous de les entendre, c'est à nous de les respecter, c'est à nous de les considérer. Moi, je n'ai pas attendu le deuxième tour pour dire cela. Je l'ai dit dès avant d'être candidat. Lorsque j'ai posé comme principe que si les corps intermédiaires voulaient empêcher les réformes auxquelles je m'engageais, j'irais au peuple de France par le référendum. Je l'ai dit il y a trois mois. Tout le monde me l'a reproché. Aujourd'hui, que disent-ils ? Le Sénat est à gauche, il faut réformer la Constitution pour qu'il y ait un seul juge de l'immigration. Si le Sénat ne veut pas le voter, j'irai au peuple de France et c'est vous qui voterez sur cette question.

Il faut que je vous dise, cher Serge, j'ai fait un grave impair. J'avais oublié, je ne sais pas comment j'ai pu oublier une chose pareille, que monsieur HOLLANDE avait privatisé le 1er mai. J'avais oublié que le 1er mai, c'était le jour des défilés syndicaux et que nous, nous n'avions pas le droit de nous réunir. J'avais oublié que le travail,

nous n'avions pas le droit d'en parler, même ceux d'entre nous qui travaillent depuis tout jeunes, c'était interdit pour nous. Le 1er mai, c'est pour eux. Ça va changer cette année ! Je vous propose de nous retrouver, très nombreux, le 1er mai, pour fêter le travail, les gens qui travaillent, mais le travail tel que nous le voyons nous-mêmes !

L'autre jour, on me posait une question : Mais c'est quoi le travail ? Je vais vous expliquer. Le travail dans notre esprit, c'est une valeur d'émancipation. Pour nous, le travail libère, c'est le chômage qui aliène. C'est lorsqu'on n'a pas de travail qu'on est privé de liberté. Une femme, un homme qui travaille, c'est une femme, un homme libre. Une femme ou un homme qui, malheureusement, n'a pas de travail, c'est une femme ou un homme qui ne se sent pas reconnu dans sa dignité, qui ne sent pas utile à la société, qui n'est pas valorisé. Le travail, c'est une valeur essentielle de la République française. Quand je regarde vos visages, je vois l'histoire de vos familles. Ici, tous, pour être ce que vous êtes devenus, vous avez travaillé des dizaines, des centaines, des milliers et des milliers d'heures, tous ici, sans aucune exception. Tous, il y a des moments où vous en aviez assez – j'ai connu ça – il y a des moments où la vie est dure, il y a des moments où on met un genou à terre, il y a des moments où on pense qu'on n'y arrivera pas. Malgré ça, on continue.

Pourquoi ? Parce que la France à laquelle je veux m'adresser, c'est la France qui, quand elle a un problème, ne se plaint pas. Quand elle a une difficulté, ne manifeste pas. Quand elle n'est pas d'accord, elle ne casse pas, cette France. Parce qu'elle est fière, parce qu'elle est pudique et parce qu'elle sait, cette France-là, qu'avant de compter sur les autres, il faut compter sur soi-même, qu'avant de demander aux autres, il faut demander à soi-même, voilà la France qui aime le travail ! Cette France-là, elle a tout de suite compris que les 35 heures, c'était un mensonge ! Cette France-là, elle a tout de suite compris que le ministère du temps libre, parce qu'on a eu à subir cela aussi, c'était une baliverne ! Cette France-là, elle a compris, elle a compris cette France que par le travail, on acquiert un patrimoine petit, moyen, parfois plus que moyen, que ce patrimoine, on y tient, pas parce que c'est de l'argent, pas parce que c'est un patrimoine, mais on y tient parce que cela représente des années, des années de labeur, de sueurs, d'efforts !

Contrairement à ceux qui parlent de ça sans savoir, le patrimoine de ces familles, il vaut moins par la valeur pécuniaire qui est la sienne que par tout ce qu'il y a de souffrances, d'efforts, de mérite derrière ! Surtout par l'aspiration de toutes ces familles à se dire si j'ai construit ce patrimoine, c'est parce que je veux le donner à mes enfants, parce que je veux que mes enfants commencent un peu plus haut que moi-même j'ai commencé, parce que je veux que mes enfants aient une vie un peu moins dure que celle que j'ai connue, parce que je veux que mes enfants, s'ils rencontrent la maladie, le divorce, le problème, ils aient quelque chose pour commencer dans la vie ! Voilà ce qu'est le travail et le fruit du travail ! Voilà pourquoi j'ai voulu la suppression des droits de succession sur les petites et moyennes successions parce que je crois au travail et parce que je crois à la famille ! Voilà pourquoi j'ai voulu ça !

Il faut que je m'explique là-dessus, sur deux choses : sur la famille et sur le travail. D'abord, je voudrais que vous compreniez une chose : j'ai beaucoup travaillé dans ma vie. Beaucoup, comme chacun d'entre vous. Mais j'ai travaillé parce que j'ai eu la chance d'avoir un travail passionnant. Ma vie n'a pas toujours été facile. J'ai connu

des échecs et des épreuves. Mais le travail m'a toujours apporté une satisfaction parce que très vite, j'ai eu la chance de comprendre que le bonheur, il est au bout de l'effort, pas au bout de la facilité, que dans la facilité, il n'y a pas de bonheur, qu'avec l'effort, il y a un épanouissement. Ça ne veut pas dire que la vie ne doit être centrée que sur le travail.

Et, cher François, cher Michel, je pense, voyez-vous, qu'il est très important de réfléchir sur la qualité de vie au travail. Je pense que ce fut une erreur complète de ne réfléchir qu'en termes de quantité, que de penser qu'à 35 heures, on serait heureux et qu'à 36, on serait malheureux. Je connais tant de gens qui ne travaillent pas 35 heures et qui sont malheureux et tant d'autres qui travaillent 2 x 35 heures par semaine et qui sont épanouis. La question du respect de la personne au travail, la question de la qualité de vie au travail, la question de la souplesse d'organisation dans le travail, ce sont des questions que je veux mettre au cœur du débat politique français. Jamais travailler moins, toujours travailler mieux. Voilà le projet politique qui est le mien !

Cher David, je sais bien que celui qui travaille à l'usine, il peut dire que c'est dur, que celui qui travaille dans un commerce, dans un établissement de restauration, parfois, il peut dire : « Bien sûr, c'est dur ! » Mais je veux dire que la question essentielle, c'est : comment suis-je considéré sur mon lieu de travail ? Comment suis-je rémunéré ? Comment, quand ça va bien, suis-je associé aux fruits des résultats de mon entreprise ? Comment, lorsque j'ai un problème, mon entreprise à qui j'ai tant donné va-t-elle continuer à m'accompagner ou à me soutenir ? Ce sont ces débats qui comptent ! Beaucoup plus que de savoir si on doit travailler 35 heures ou, comme disait l'aimable Madame VOYNET à l'époque, 32 heures. D'ailleurs, pourquoi 32 heures ? C'est encore trop !

Bon, voilà la réalité des choses et voilà le projet que je veux porter. Une réflexion sur la rémunération du travail, la récompense du travail, l'association du travail aux résultats de l'entreprise, la considération que l'on a. L'autre jour, j'étais aux FONDERIES DU POITOU dans une usine et j'ai vu des ouvriers remarquablement responsables, y compris syndicalistes, qui m'ont dit : « Vous savez, notre précédent propriétaire nous a proposé 25 % de diminution des salaires. » C'est une honte à mes yeux. C'est une honte de traiter ses collaborateurs comme cela parce qu'eux-mêmes auraient-ils accepté cette diminution de 25 % ? Et quand on gagne 1 200, 1 300, 1 400 euros, comment peut-on faire vivre sa famille si on vous enlève 25 % ? Je n'ai rien à voir avec ceux qui traitent leurs salariés comme cela. Je ne me sens pas engagé par des gens qui considèrent que dans l'entreprise, ce sont toujours les mêmes qui doivent payer. Je ne leur reconnais aucune légitimité.

Et puis je veux vous dire un mot de la famille. La famille à laquelle je crois tant, ça ne veut pas dire que je n'ai pas compris les évolutions du temps. La famille d'aujourd'hui, elle n'a pas la même forme que la famille d'il y a 50, 60 ou 70 ans. Chacun d'entre vous le sait bien. Il y a le divorce, il y a les séparations, il y a la maladie, il y a tous les accidents de la vie. Mais ça ne veut pas dire qu'on n'aime pas autant sa famille qu'on ne l'aimait il y a soixante-dix ans. La forme de la famille a changé : il y a des familles recomposées, j'en connais, oui, moi aussi. On n'est pas que deux à mon avis. On est deux à l'assumer mais il y en a plus. Ce n'est pas possible autrement. Comprenez-moi...

Non, mais je veux vous dire une chose, ce n'est pas parce que des couples se séparent – qui est toujours une épreuve –, ce n'est pas parce qu'il y a des familles recomposées avec des enfants d'un premier mariage ou d'un second que l'attachement viscéral des Français à leur famille a changé. La forme de la famille a changé mais le besoin de famille, le besoin d'amour, le besoin de se retrouver avec ceux qu'on aime, il est exactement le même qu'il y a 70 ans, 80 ans, un siècle. Ça ne change pas parce que le besoin d'amour reste le même ! Donc je défends la primauté de la famille mais pas une organisation familiale ! Peu importe ! La vie est complexe ! La vie change ! La vie bouge ! Il y a des évolutions ! Mais la famille, son attachement reste le même. Et vous voyez à partir de ce moment-là se dessiner le projet politique qui est le nôtre, rendre à chacun de vous la maîtrise de votre destin, savoir que vous n'êtes pas seuls, que vous pourrez vous appuyer sur une considération sur votre lieu de travail parce que vous en serez pas considérés comme un objet, parce qu'on ne vous fera pas payer quand ça va mal et on ne vous associera pas quand ça va bien.

Avoir une famille qui peut changer, qui peut évoluer. La vie, encore une fois, est complexe. Mais cette famille, je n'accepte pas qu'on y touche, je n'accepterai jamais la remise en cause que veut Monsieur HOLLANDE du quotient familial parce que le quotient familial, c'est la base.

Voilà, mes chers amis. J'aurais tant d'autres choses à vous dire sur le droit à la formation professionnelle, sur tout ce que nous allons mettre en œuvre. Mais je voudrais terminer en vous disant l'état d'esprit qui est le mien au début dans cette campagne du deuxième tour. J'ai beaucoup réfléchi avant d'être candidat. Ce n'est pas une décision qu'on prend à la légère. Pendant 5 ans, c'est un grand honneur et une charge très lourde d'avoir été le président de la République. Je connais cette fonction, je l'ai exercée peut-être dans les pires conditions que l'on puisse imaginer, avec 4 années de crise. Je mesure le poids de la charge, l'intensité du devoir. Si j'ai décidé de présenter ma candidature à nouveau, c'est parce que j'ai considéré que c'était un choix historique, que la France n'a pas le droit à l'erreur, qu'il fallait présenter une alternative au socialisme.

Je ne cherche pas à faire peur. Je ne cherche pas à accuser qui que ce soit. Je demande simplement aux Français de regarder la situation telle qu'elle est. Je pense qu'aucun Français ne voudrait pour la France la situation que connaissent aujourd'hui l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Islande. J'ai protégé notre pays de ces risques. J'ai empêché que votre épargne soit emportée par la faillite des banques. J'ai protégé les retraites. Vous savez pourquoi je l'ai fait ? Pas simplement pour une raison économique. J'ai voulu protéger le niveau de vie des retraités, garantir l'actualisation de vos pensions de retraite, sauver notre régime de retraite par répartition parce que je me suis dit que quand on a travaillé toute sa vie, qu'on a cotisé et mérité sa retraite, l'humiliation suprême, c'est celle de vouloir, de devoir être à la charge de ses enfants. Je ne veux pas de ça pour les retraités de France.

Comprenez-moi bien. Il y a ceux qui peuvent – et tant mieux pour eux – aider leurs enfants. Mais si j'avais fait comme en Espagne, comme en Italie, comme dans un certain nombre de pays où ils ont baissé les retraites, alors ça voudrait dire que des parents, qui ont travaillé avec dignité toute leur vie, devraient, à la fin de leur vie, à la

retraite, dire à leurs enfants : « Aide-nous » ? C'est ne rien comprendre à la vie que de penser que ce geste-là, c'est un geste anodin. Non, ce n'est pas un geste anodin. C'est pour ça que j'ai voulu la réforme des retraites. C'est pour ça que j'ai voulu l'actualisation de nos retraites, des pensions de retraite. Et c'est pour ça que je dis que le 1er juillet, on versera les retraites le 1er de chaque mois et non pas le 8 parce qu'il n'y a aucune raison que l'État fasse sa trésorerie sur les retraités.

Je me suis engagé avec ma force, mon énergie, pas pour moi mais pour l'idée que je me fais de notre pays. Je vais vous dire une chose du fond de mon cœur, si vous décidez de vous mobiliser, si vous décidez de vous engager dans cette campagne, alors, le 6 mai, personne ne vous volera le succès, c'est vous qui décidez. Ne les laissez pas décider pour vous ! Ne subissez pas ! Levez-vous et dites : « Voilà ce que nous voulons ! » Aidez-moi à construire la France forte ! Vive la République et vive la France !